

**RAPPORT N° 2022/2-09
au Bureau de la Communauté
en séance du vendredi 08 Avril 2022**

OBJET

**MARCHE DE GESTION DU TRANSIT DES DECHETS DE LA CINOR -AUTORISATION DE SIGNER LA DECISION DE
POURSUIVRE AU MARCHE 19/060 ET L'AVENANT AU MARCHE N°19- 102 LIE AU NOUVEL EXUTOIRE POUR LE
TRAITEMENT DES DECHETS VERTS.**

La CINOR dispose d'un centre de transit pour les déchets ménagers et assimilés de Saint Denis. L'exploitation est réalisée par un marché de prestations de service pour une durée de 4 ans.

A ce jour, le marché de transit de déchets est alloué comme suit :

- Lot n°1 : gestion de la plateforme de transit, notifié le 31/05/2019 à Valderun avec un démarrage le 01/07/2019 pour une durée de 48 mois (fin du marché le 30/06/2023), pour un montant de 3 750 185.80 €HT
- Lot n°2 : transport des déchets du transit, notifié le 27/09/2019 à JS Transports avec un démarrage le 01/11/2019 pour une durée de 44 mois (fin du marché le 30/06/2023), pour un montant de 1 455 416 €HT

La conjugaison de 2 éléments :

- L'augmentation de tonnages collectés au transit de la Jamaïque (collecte dépôts sauvages, opérations « *Nétoy Not vii* », opérations liées à la lutte contre la dengue...) a conduit à l'atteinte prématurée du montant indiqué au DQE du marché pour le lot 1 à prix unitaires et forfaitaires et pour le lot 2 à prix unitaires,
- Et la mise en œuvre d'un point de regroupement pour les déchets verts sur notre équipement de transit des déchets ménagers et assimilés de Saint Denis,

conduisent à abonder d'une part les quantités estimatives des deux lots et d'autre part à créer un nouveau prix de « Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à Recyclage de l'ouest (RDO) » pour le lot 2.

Ainsi, dans l'attente de l'aboutissement de la procédure d'attribution du nouveau marché de transit, il convient de veiller à la continuité du service pour la gestion du transit des déchets, par la notification au prestataire :

- d'une décision de poursuivre pour le lot 1 qui a pour objet d'augmenter le montant prévisionnel du marché pour permettre l'exécution des prestations jusqu'au 30 juin 2023 ;
- et d'un avenant pour le lot 2 qui a pour objet d'augmenter le montant prévisionnel du marché et de créer un nouveau prix pour permettre l'exécution des prestations de transport des déchets verts jusqu'au 30 juin 2023, date prévisionnelle de démarrage du nouveau marché.

Impact de l'augmentation de tonnages collectés au transit des déchets (hors gestion des déchets verts)

En application de l'article 139 - 1° du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le cas où il s'agit de prestations à prix unitaires et où le montant de ces prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché avant son terme, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être effectuée par avenant ou être décidée unilatéralement par le Pouvoir adjudicateur (décision de poursuivre), dans la limite de 25 % maximum d'augmentation du montant initial.

Les quantités des marchés (lot 1 et lot 2) sont abondées comme suit :

Pour le lot 1 « gestion de la plateforme de transit », face à l'augmentation du tonnage de la ville de Saint Denis, il s'agit d'abonder la ligne du DQE « REPRISE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES NON RECYCLABLES ENTRANTS. Le montant des prestations pour la durée restante du marché est évalué à 151 560 € HT, établi sur la base de la consommation moyenne des 6 derniers mois.

La prise en compte de cet élément représente un coût de 151 560 € HT (soit + 4.04 % par rapport à son montant initial), établi sur la base de la consommation moyenne des 6 derniers mois.

Pour le lot 2 « transport de déchets ménagers vers l'ISDND, il s'agit d'abonder la ligne du DQE « Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à ISDND de Sainte-Suzanne » afin de financer la prestation de transport des jusqu'au 30 juin 2023.

La prise en compte de cet élément représente un coût de 96 000 € HT (soit + 6.60 % par rapport à son montant initial), établi sur la base de la consommation moyenne des 6 derniers mois.

		unité	PU en € HT	quantité initiale au DQE	montant initial en € HT	quantité au DQE	nouveau montant en € HT
lot 1	Prix C "REPRISE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES NON RECYCLABLES ENTRANTS "	tonnes	12,63	196 000,00	2 475 480,00	208 000,00	2 627 040,00
lot 2	Prix A Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à ISDND de Sainte-Suzanne	tonnes	8	180 002,00	1 440 016,00	192 002,00	1 536 016,00

Impact de la mise en œuvre d'un transit de déchets verts sur le centre de transit

En effet, la désignation, par appel d'offres, d'un nouveau prestataire de valorisation des déchets verts et de nouvelles modalités (**lot 2 : valorisation directe sur le site du prestataire sans point de rupture (10 000 t/ an)**, par SYDNE à compter du 01/06/2022, implique la mise en œuvre d'un point de regroupement pour les déchets verts sur notre équipement de transit pour les déchets ménagers et assimilés de Saint Denis, ce qui induit des modifications sur la gestion du transit avec la gestion de ce nouveau flux d'une part et d'autre part sur l'intégration d'une nouvelle prestation de transport de déchets verts.

En effet, à ce jour, l'exutoire des déchets verts issus des déchetteries, de la collecte en PàP et des apports des Villes est la plateforme de Broyage de Sydne située rue du karting, à la Jamaïque. L'arrêté préfectoral de la plate-forme de Sydne autorise une capacité annuelle de l'ordre de 16 000 t/an. Or, le gisement annuel de déchets verts collecté par la CINOR est de l'ordre de 25 000 tonnes. Afin de garantir la valorisation de l'ensemble du gisement de la CINOR, le Sydne a lancé un marché de traitement de déchets verts. Le site de dépôt du nouveau prestataire de valorisation (Recyclage de l'Ouest – RDO- basé à Saint Paul) est identique au précédent marché, toutefois les prestations de transit et de transport de déchets verts ont été supprimées, aussi, afin de limiter les surcoûts de transport sur nos marchés de collecte de déchets verts, l'instauration d'un point de regroupement sur notre équipement de transit de la Jamaïque est inéluctable .

La gestion de ce nouveau gisement contribuera également à l'atteinte prématurée du montant au DQE pour le lot 1 à prix unitaires et forfaitaires et pour le lot 2 à prix unitaires.

Pour le lot 1 « gestion de la plateforme de transit », il s'agit d'abonder la ligne du DQE « REPRISE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES NON RECYCLABLES ENTRANTS » pour gérer les déchets verts. Le montant des prestations pour ces 12 prochains mois à compter du démarrage du marché de SYDNE est évalué à 126 300 € HT (soit 3.36 % par rapport au marché initial.) établie sur la base de la consommation projetée de gestion des déchets verts sur 12 mois.

Pour le lot 2 « : transport des déchets du transit », création d'un nouveau prix « Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à Recyclage de l'ouest (RDO) »

Conformément à l'article R2194-1 du CMP, Le marché peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux sous la forme de clauses de réexamen, dont des clauses de variation du prix ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage

Ce nouveau prix « **Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à Recyclage de l'ouest (RDO)** » est créé sur la base des éléments de **l'article 1.3 du CCAP « autres options »** et prévoit d'une part la révision du prix initial avec application de la formule de révision de prix kilométrique et d'autre part le changement de destination des déchets verts.

La CINOR se réserve le droit de modifier par avenants en cours d'exécution de marché :

- Les modalités de pesée du gisement des déchets verts, notamment dans le cadre d'une modification de la destination des déchets verts. »

Le montant des prestations pour ces 12 prochains mois à compter de la date de démarrage du marché de SYDNE est évalué à 135 000 € HT (soit + 9.28 % par rapport à la durée initiale du marché).

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-09-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

		unité	PU en € HT	quantité initiale au QDE	montant initial en € HT	nouvelle quantité au DQE	nouveau montant en € HT
lot 1	Prix C "REPRISE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES NON RECYCLABLES ENTRANTS "	tonnes	12,63	196 000,00	2 475 480,00	206 000,00	2 601 780,00
lot 2	Prix A 1 Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à Recyclage de l'ouest (RDO)	tonnes	13,5			10 000,00	135 000,00

Montant total marché initial = 5 205 601.80 € HT (3 750 185.80 € HT + 1 455 416 € HT)

- Lot n°1 : gestion de la plateforme de transit pour un montant de 3 750 185.80 € HT
- Lot n°2 : transport des déchets du transit pour un montant de 1 455 416 € HT

Montant total du marché suite à la décision de poursuivre pour lot 1 et l'avenant pour le lot 2 = 5 714 461.80 € HT (4 028 045.80 € HT + 1 686 416 € HT) soit 9.77 % par rapport au montant du marché initial

- **Lot n°1** : gestion de la plateforme de transit pour un montant total de 4 028 045.80 € HT (montant initial : 3 750 185.80 € HT + décision de poursuivre n°1 = 277 860 € HT (151 560 + 126 300 €))

		unité	PU en € HT	quantité initiale au QDE	montant initial en € HT	nouvelle quantité au DQE	nouveau montant en € HT
lot 1	Prix C "REPRISE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES NON RECYCLABLES ENTRANTS "	tonnes	12,63	196 000,00	2 475 480,00	218 000,00	2 753 340,00

Soit une augmentation de 7.40 % par rapport au montant initial.

- **Lot n°2** : transport des déchets du transit pour un montant total de 1 686 416 € HT (montant initial 1 455 416 € HT + avenant : 231 000 € HT (96 000 € HT + 135 000 € HT)) Soit une augmentation de 15.87 % par rapport au montant initial

		unité	PU en € HT	quantité initiale au QDE	montant initial en € HT	nouvelle quantité au DQE	nouveau montant en € HT
lot 2	Prix A Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à ISDND de Sainte-Suzanne	tonnes	8	180 002,00	1 440 016,00	192 002,00	1 536 016,00
lot 2	Prix A 1 Transfert des déchets ménagers et assimilés non recyclables à Recyclage de l'ouest (RDO)	tonnes	13,5			10 000,00	135 000,00

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver la décision de poursuivre n°1 du marché de gestion du transit des déchets de la CINOR

Lot 1 : gestion de la plateforme de transit (marché 19/060) pour un montant supplémentaire de 277 860 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 4 028 045.80 € HT.

- Approuver l'avenant n° 1 du marché de gestion du transit des déchets de la CINOR

Lot 2 : transport des déchets du transit (marché 19/102) pour un montant supplémentaire de 231 000 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 1 686 416 € HT

- Autoriser Le Président à signer la décision de poursuivre N°1 pour lot 1 du marché de gestion du transit avec la société VALDERUN et l'avenant n 1 pour le lot 2 avec la société JS Transports modifiant les montants prévisionnels de chaque lot tel que précisé ci-dessus,

Je vous prie de bien vouloir en délibérer,

Le Président,
Maurice GIRONCEL

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-09-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022



**DECISION N° 2022/2-09
du Bureau de la Communauté
en séance du 08 Avril 2022**

OBJET

**MARCHE DE GESTION DU TRANSIT DES DECHETS DE LA CINOR -AUTORISATION DE SIGNER LA DECISION DE
POURSUIVRE AU MARCHE 19/060 LOT1 ET L'AVENANT AU MARCHE N°19- 102 LIE AU NOUVEL EXUTOIRE
POUR LE TRAITEMENT DES DECHETS VERTS.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-09 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-09-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver la décision de poursuivre n°1 du marché de gestion du transit des déchets de la CINOR

Lot 1 : gestion de la plateforme de transit (marché 19/060) pour un montant supplémentaire de 277 860 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 4 028 045.80 € HT.

ARTICLE 2

D'approuver l'avenant n° 1 du marché de gestion du transit des déchets de la CINOR

Lot 2 : transport des déchets du transit (marché 19/102) pour un montant supplémentaire de 231 000 € HT, portant ainsi le montant total du marché à 1 686 416 € HT

ARTICLE 3

D'autoriser le Président à signer la décision de poursuivre N°1 pour lot 1 du marché de gestion du transit avec la société VALDERUN et l'avenant n 1 pour le lot 2 avec la société JS Transports modifiant les montants prévisionnels de chaque lot tel que précisé ci-dessus.

Nombre de votants : 14 (dont 2 procurations)

Suffrages exprimés : 14

Vote pour : 14

Vote contre : 00

Abstention : 00

Monsieur Didier GOPAL ne prend pas part aux débats, au vote et quitte la salle

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde, le 3 AVR 2022

**Le Président,
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220408-BC2022-2-09-DE
Date de télétransmission : 14/04/2022
Date de réception préfecture : 14/04/2022